

24 octobre 53.

Le Déclin des Grandes Puissances

Les ministres des affaires étrangères français, anglais et américains se sont réunis à Londres. Les commentateurs se plaignent unanimement qu'il n'en soit pas sorti de décisions capitales. On ne s'est pas demandé auparavant s'il existe des solutions possibles aux difficultés internationales actuelles et s'il est au pouvoir des trois grands occidentaux d'imposer quoique ce soit ou même de proposer des règlements susceptibles d'être acceptés.

Le déclin de l'autorité des Grands.

Comme le soulignait récemment Walter Lippmann ce qui caractérise l'évolution présente des problèmes internationaux, c'est qu'il n'est plus au pouvoir de ceux qui jusqu'ici dominaient la scène de faire prévaloir leurs vues et cela est vrai aussi bien de l'U.R.S.S. que des Anglo-saxons, bien que pour le bloc soviétique ce fait soit moins apparent.

Depuis la fin de la guerre, les petites puissances, grâce à l'O.N.U. ont pris conscience de leurs possibilités. Elles ont chacune à des degrés différents, les moyens de défendre leurs intérêts. Elles ont pu en diverses occasions, se grouper dans ce but. Tel fut le cas du bloc arabo-asiatique et du bloc plus lâche du monde latino-américain. En Europe: l'Espagne, l'Italie, la Yougoslavie, la Grèce et d'autres ont senti tout le prix de leur concours et ce concours a pu servir de monnaie d'échange pour obtenir des avantages économiques. Partout se dressent des volontés collectives avec lesquelles les Grands doivent compter. Ce qui ne manque pas de compliquer les moindres problèmes comme on le voit présentement avec Trieste, le conflit arabo-israélien et les rapports franco-vietnamiens.

Le prestige des grandes puissances est en déclin. On en peut tirer des prévisions favorables et défavorables. L'inconvénient évident est que cette multitude de petits nationalismes jeunes, présomptueux et toujours exaspérés, multiplient les difficultés et les rendent insolubles. Mais, par ailleurs ils peuvent rendre un conflit entre Grands moins probable. Car non seulement une guerre affaiblirait ceux qui la font, mais elle amènerait quelle qu'en soit l'issue, une désagrégation des forces sur lesquelles les belligérants croiraient pouvoir s'appuyer. L'empire soviétique éclaterait et l'alliance atlantique tomberait en morceaux.

Le sort d'un nouveau Locarno.

On a pu s'étonner que l'initiative d'une sorte de pacte de non-agression et de garantie mutuelle du type Locarno que les conventions Eisenhower-Stevenson faisaient prévoir, pacte qui s'accordait avec les vues de Churchill de Bidault et d'Adenauer n'ait pas vu le jour et soit implicitement abandonné. Pourquoi ?

Il est assez singulier, pour ne pas dire plus, qu'aucun des grands journaux français qui prétendent diriger l'opinion n'ait fait mention d'articles parus dans la «Pravda», que la radio russe a largement diffusés et commentés. Les Etats-Unis, y disait-on, qui préparent la guerre contre l'Union Soviétique, cherchent en ce moment à s'abriter derrière des écrans qu'ils appellent des pactes défensifs. Ils ont poussé le mensonge de leur soi-disant alliance défensive jusqu'à prétendre que le bloc atlantique-nord auquel se joindrait l'armée d'Adenauer et de sa clique pourrait se transformer en un pacte de sécurité qui protégerait tous les peuples d'Europe y compris l'U.R.S.S. Cela peut satisfaire le peuple américain et ses satellites, mais les peuples épris de paix ne s'y laisseront pas prendre. Ils sauront se défendre des mensonges de la propagande américaine qui masque ses intentions agressives sous des propositions de non agression.

Tel était en substance la réponse anticipée aux projets des occidentaux. On s'explique aisément que ceux-ci aient renoncé.

La conférence de Lugano.

De même aucune illusion n'est permise sur le sort de la note remise aux Soviets à la suite de la Conférence de Londres et qui propose une réunion à Lugano le 9 novembre. Là-dessus la radio, celle d'Allemagne orientale, a déclaré que rien dans la note ne répondait aux propositions antérieurement formulées par Moscou.

A suivre la presse française et même anglaise, l'opinion pourrait croire que si des conversations à quatre ne s'engagent pas, ce n'est pas que les Russes s'y refusent, mais que les Alliés mettent à ces conversations des conditions que les Soviets ne peuvent accepter et qu'ils n'y aurait qu'à s'assembler sans programme préalable pour trouver des solutions nouvelles.

En fait, les Soviets n'ont aucun désir de discuter sérieusement quelques questions que ce soit. S'ils acceptaient de le faire ce ne serait que pour alimenter la propagande et faire trainer les pourparlers pour diviser les Alliés comme cela fut le cas pour la Conférence du Palais rose. Il faut d'ailleurs toujours en revenir à la question préalable que nous avons depuis longtemps formulée. Pour négocier il faut que chacune des parties ait quelque chose à obtenir et quelque chose à offrir en échange; or les Alliés n'ont que des demandes et rien à proposer en contre-partie. Les Soviets ayant tout ce qu'ils peuvent pratiquement atteindre s'en tiennent au statu quo.

L'affaire de Trieste.

La détermination des Anglo-saxons d'évacuer Trieste et de remettre la zone A à l'Italie n'est pas une improvisation. On sait que les Italiens pour forcer la solution, avaient

mis en balance la ratification de la Communauté Européenne de défense. Par ailleurs, il n'y avait rien à attendre de la bonne volonté de Tito. La décision anglo-américaine a été pour lui une occasion de discours incendiaires et de claquets de sabre qu'il ne faut d'ailleurs pas prendre au tragique. Tous les dictateurs ont besoin pour détourner l'attention de leurs sujets de leur misère, de ces explosions de nationalisme. Tito n'a aucun intérêt à s'entendre avec l'Italie et entretiendra la querelle de Trieste pour serrer dans sa main les liens de l'unité nationale si difficile à maintenir.

La Yougoslavie n'a ni intérêt économique ni stratégique dans la zone A du territoire. Il s'agit d'une pure question de prestige. Les Italiens eux-mêmes n'ont émis des propositions sur Trieste qu'après la fin de la Monarchie austro-hongroise. Une solution internationale s'imposait d'autant mieux qu'elle s'inscrirait dans le cadre d'une nouvelle Europe. Mais l'heure en est manifestement passée et l'on arrivera après maints incidents et force conférences à une solution boiteuse qui laissera la rivalité italo-yougoslave se perpétuer. Il n'est pas difficile de deviner que cela fera l'affaire de beaucoup de politiciens de part et d'autre du territoire contesté.

Les incidents en Jordanie.

L'affaire des incidents de frontière entre Israël et la Jordanie a pris une importance internationale depuis quelques jours alors que ce genre de bagarres durait depuis six ans. Les Etats-Unis ont mis le différend à profit pour retourner leur politique juive. On sait de quelles faveurs avait joui l'Etat d'Israël soutenu par les millions de juifs électeurs aux U.S.A. Cela avait gravement gêné la politique américaine dans les pays arabes dont les Etats-Unis ont grand besoin tant pour leur stratégie que pour le pétrole qu'ils en tirent. Les relations arabo-américaines s'envenimaient; les récentes émeutes en Arabie Séoudite dans les propriétés de l'Aramco, compagnie pétrolière américaine, en sont une manifestation de plus.

En prenant partie contre Israël, en coupant brutalement le flot de dollars sans lequel Israël ne peut vivre, les Américains espèrent ressaisir la faveur des Arabes. Ajoutons pour être complet que les Juifs américains votent en grande majorité démocrate ce qui rend leur opinion moins intéressante pour l'administration Eisenhower. La tournure prise par l'affaire a péniblement surpris le gouvernement de Tel-Aviv, sûrs jusqu'ici de la faveur des Etats-Unis. Si cette volte-face nous valait la paix dans ce coin troublé de l'Orient, le monde n'en respirerait que mieux.